

FINANCES PUBLIQUES ■ L'Allier doit perdre 15 postes, Montluçon quatre

Nouvelle saignée aux impôts

Les agents du centre des finances publiques de Montluçon ont débrayé, hier matin, quai Forey. Ils s'opposent aux suppressions de postes prévues en 2018.

Fabrice Redon

« Il n'y a rien à négocier, c'est déjà plié d'avance », s'insurge Annie Lemeux (CGT). Hier matin, soixante-dix agents – le centre de finances publiques de Montluçon en compte quatre-vingts – ont débrayé pour manifester leur opposition aux suppressions de postes programmées en 2018.

« Un semblant de service public »

Les finances publiques de l'Allier vont perdre quinze postes. Une nouvelle cure d'amaigrissement après les quatorze emplois supprimés l'an passé. « On nous avait promis une année 2018 de "clémence" avant des jours plus difficiles », observe l'intersyndicale (*).

Depuis 2011, 107 emplois ont été supprimés dans l'Allier, soit 20 % des effectifs. « Il s'agit d'un vé-



MÉCONTENTES. La quasi-totalité des agents du centre de Montluçon ont débrayé, hier matin. PHOTO : CÉCILE CHAMPAGNAT

ritable plan social conduit par l'État qui va encore s'amplifier dans les prochaines années pour aboutir à une liquidation sans autre forme de procès. »

Ce sont les termes de la motion qui a été remise par les représentants de l'intersyndicale au directeur départemental des finances publiques, hier, à

Moulins, dans le cadre du comité technique local.

A Montluçon, quatre départs à la retraite ne seront pas remplacés : trois agents (trésorerie de Montluçon municipale, trésorerie de Montluçon établissements hospitaliers, service des impôts aux particuliers) et un contrôleur au service des impôts des entreprises.

Selon l'intersyndicale, ces nouvelles suppressions de postes vont entraîner une dégradation des conditions de travail des agents « qui doivent, sans moyens, maintenir un semblant de service public ». ■

(*) CFDT finances ; CGT finances publiques ; FO Dgfp syndicat national des finances publiques ; Solidaires finances publiques.